




# Légiférer pour la reprise économique suite à la COVID-19 : Dialogue coopératif entre les présidentes et présidents des parlements des Amériques

#ParlAmericasODD #COVID19

Le dialogue de haut niveau de ParlAmericas intitulé [Légiférer pour la reprise économique suite à la COVID-19](#) avait pour objectif d'explorer les réponses législatives et de politique publique promouvant une reprise économique durable et équitable, allant dans le sens des objectifs de l'Agenda 2030.

 Visionner la réunion [ici](#) (en espagnol)

## THÈME

Reprise économique, développement durable, inclusion

## LIEU

Réunion virtuelle

## DATE

5 juin 2020

## PARTICIPANT(E)S

Plus de 100 parlementaires, fonctionnaires de parlement et représentants et représentants d'ambassades provenant de 16 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

## Résumé

Cette activité a été inaugurée par la membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, avant la conférence magistrale de Mme **Alicia Bárcena**, secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), sur les impacts socioéconomiques de la pandémie dans la région et les propositions visant à les atténuer. La sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, était chargée de modérer le dialogue de haut niveau entre les présidents et vice-présidents des législatures qui ont présenté leurs actions et mesures économiques adoptées face à la COVID-19.

Il est fondamental que les politiques et mesures adoptées soient cohérentes avec les efforts que nous effectuons d'ores et déjà pour atténuer le changement climatique. Il est également nécessaire de donner la priorité à une reprise verte et inclusive ciblant particulièrement les populations les plus vulnérables mises en évidence durant cette pandémie, telles que les communautés autochtones, les personnes afrodescendantes et les personnes vivant en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté, tout en appliquant une approche sensible au genre.

En tant que parlementaires, nous devons trouver un moyen de pousser nos propositions au-delà de la rhétorique pour leur donner plus d'importance. Nous devons aussi nous assurer qu'elles soient effectives car la méthode essai-erreur n'est pas applicable dans la situation actuelle en matière de réglementation et la politique publique. Il est important que nous légiférions de façon stratégique avec une projection à moyen et long terme. Les réglementations conjoncturelles et leurs réformes permanentes créent des climats d'insécurité juridique avec de graves conséquences sur l'investissement et le développement.

Membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



Sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

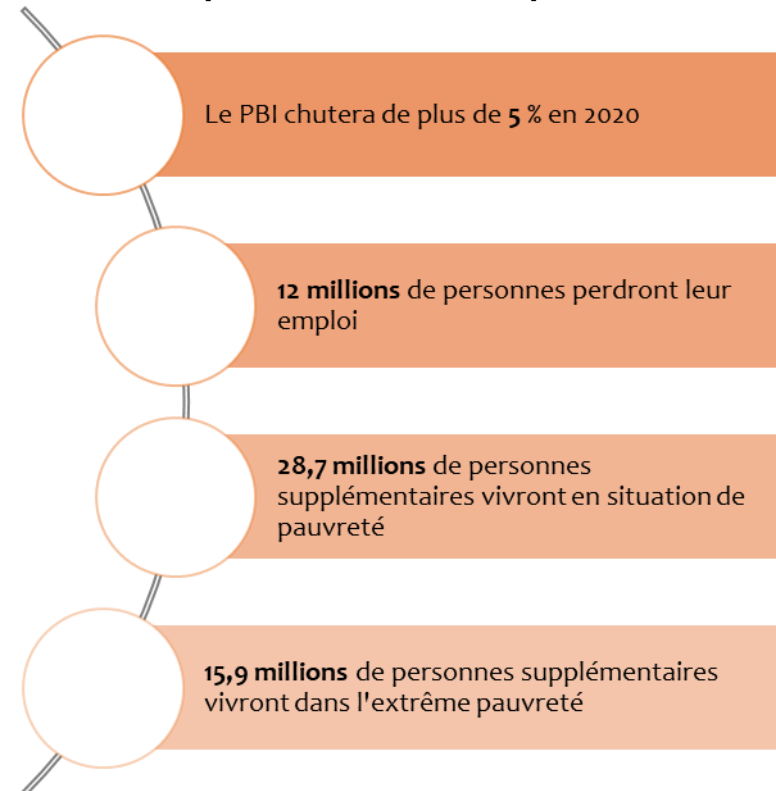
# Les répercussions économiques et sociales de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes

Mme **Alicia Bárcena**, secrétaire exécutive de la CEPAL, a débuté sa conférence magistrale ([présentation](#)) en signalant qu'avant la COVID-19, on observait déjà dans la région un taux de croissance faible, peu d'espaces pour la politique budgétaire et des conflits sociaux croissants. La crise actuelle a mis en évidence les écarts structurels, en particulier dans les systèmes de santé et les faiblesses historiques du système productif.

Dans le même ordre d'idées, elle a indiqué que les effets directs de la pandémie ont impliqué des charges extraordinaires sur les systèmes de santé et un accès inégal aux traitements médicaux. Elle a également précisé que la crise a parallèlement eu des effets indirects sur l'offre et la demande, entraînant une suspension d'activités productives internes et d'importantes répercussions sur trois groupes de secteurs : le commerce, le tourisme et les services en général; la fabrication; et les activités primaires comme l'exploitation minière et l'agriculture.

Elle a ajouté que les impacts ont varié selon le groupe de population et sa capacité de réponse : bien que les premiers cas de COVID-19 aient été enregistrés dans des groupes et zones urbaines aux ressources et revenus plus élevés, et aux meilleures conditions de santé, les nouveaux cas apparaissent actuellement dans les zones aux revenus faibles, plus vulnérables financièrement et avec un accès aux services de santé inférieur. Elle a également spécifié que seuls 20 % de la population peut travailler et étudier à distance dû à l'accès à Internet et au débit, et que le travail informel, réalisé principalement par des femmes, est le secteur qui a été le plus touché.

## Les impacts socioéconomiques en chiffres



Il est essentiel de renforcer le travail des parlementaires. Nous avons vu ici qu'il existe un grand consensus parmi vous toutes et tous autour de la façon de gérer la pandémie dans l'urgence, de manière adaptée et directe. Quand on me demande que faire en premier, je réponds qu'il faudrait protéger les populations vulnérables, protéger les revenus, la capacité de production, et enfin, réfléchir à comment bâtir un avenir meilleur pour notre population grâce à des régimes de protection sociale plus inclusifs et à une durabilité verte, à comment encourager les entreprises à être plus solidaires et protéger l'emploi, et bien sûr, à comment aller vers des secteurs stratégiques nous permettant de renforcer la durabilité environnementale et sociale.

Les difficultés entraînées par cette pandémie sont de deux types : d'abord, les difficultés dans le secteur de la santé, liées aux mesures visant à traiter, prévenir et éviter la propagation du virus, fournir le matériel essentiel et gérer les systèmes de santé, sachant que le comportement des citoyens a également un impact sur ces mesures; ensuite, les difficultés économiques et productives, concernant le maintien ou la reprise des activités économiques, le soutien aux ménages et aux entreprises, la production locale de matériel essentiel, comme la fabrication de respirateurs, et le redémarrage des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le secteur alimentaire.



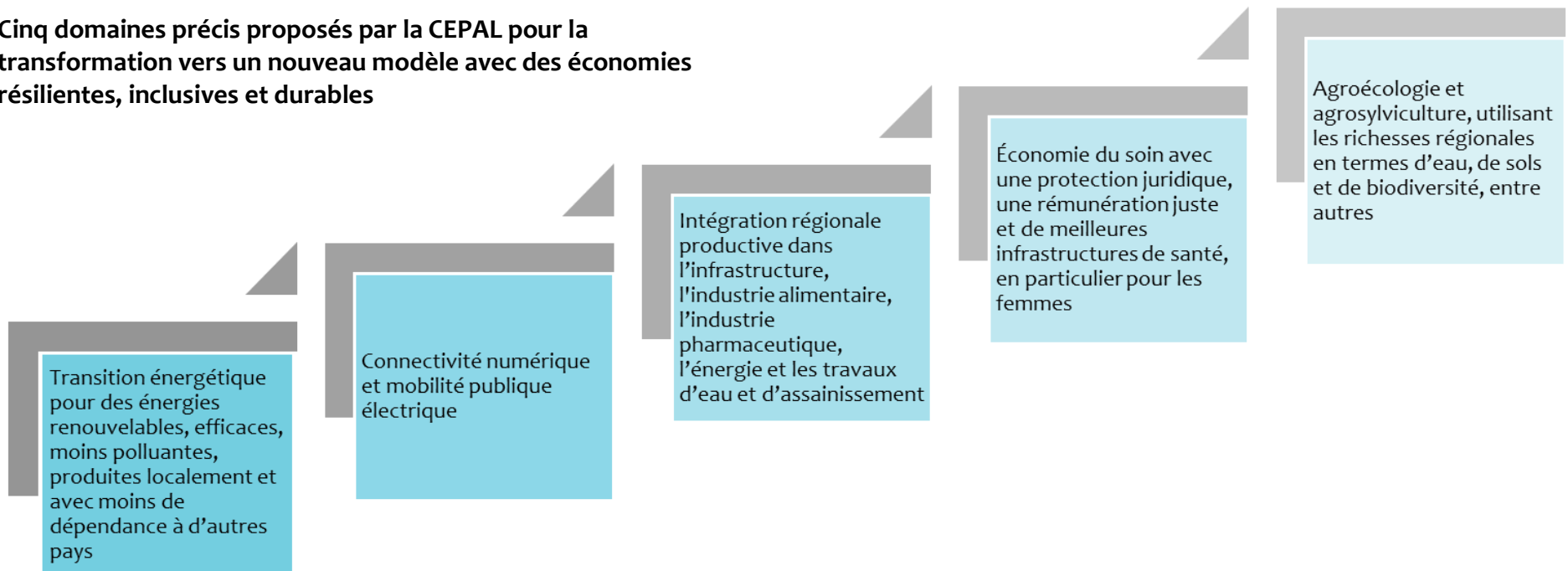
**Alicia Bárcena**, secrétaire exécutive  
de la CEPAL

En ce sens, elle a souligné que la crise actuelle exige des parlements plus effectifs, efficaces et transparents. Elle a ajouté que les citoyens demandent un accès à l'information publique plus important et de meilleure qualité, en temps opportun et de façon fiable, ainsi que des mécanismes et des institutions assurant leur participation dans les décisions qui les concernent et garantissant ainsi la gouvernance. C'est pourquoi elle a insisté sur le rôle important de contrôle politique des pouvoirs législatifs pour assurer la transparence dans l'exécution des mesures prises par les gouvernements. Cela contribuera à informer la société civile sur ces mesures et renforcera la confiance citoyenne envers les réponses publiques face à la COVID-19. Elle a également mentionné l'importance de créer des canaux institutionnels de dialogue et d'influence de la société civile pour orienter les mesures après la crise.

# Propositions de la CEPAL face à la crise actuelle

Parmi les propositions de la CEPAL, Mme **Bárcena** a mis l'accent sur les suivantes : mettre en place un revenu de base d'urgence durant six mois pour la population vivant dans la pauvreté; éviter de détruire les capacités productives avec des subventions variant selon la taille des entreprises (petites, moyennes et grandes entreprises) et leur engagement respectif envers leurs employés; changer le mode de fonctionnement des pays pour une structure productive plus égalitaire et plus durable du point de vue environnemental; établir un nouveau pacte social universalisant l'accès à la santé, qui est l'infrastructure de base pour la vie et qui a été négligée pendant des décennies; et favoriser l'intégration régionale dans une nouvelle géographie économique, étant donné que les entreprises sont davantage à la recherche de résilience que d'efficacité, et il est donc important d'être vigilants pour savoir quel rôle jouera l'Amérique latine dans cette nouvelle géographie.

## Cinq domaines précis proposés par la CEPAL pour la transformation vers un nouveau modèle avec des économies résilientes, inclusives et durables



Pour cela, Mme **Bárcena** a souligné le rôle important des parlements dans la mise en œuvre des propositions exposées, comme : la délibération et l'élaboration d'accords politiques pour redéfinir le modèle économique actuel et établir un régime de protection sociale plus inclusif; des réformes de la sécurité sociale et des politiques sur l'économie du soin, du marché du travail, des systèmes de santé et de l'éducation afin d'assurer des services publics universels; et des réformes fiscales pour créer des systèmes d'imposition plus progressive établissant une plus grande collecte d'impôts sur le revenu et le patrimoine, ainsi que l'élargissement de l'imposition à l'économie numérique, environnementale et aux produits liés à la santé. Elle a également précisé que le leadership des parlementaires est fondamental pour la légitimité démocratique et politique dans les processus de reprise et de reconstruction économique et sociale.

Aussi, elle a mentionné que suite à la pandémie, le monde aura besoin de davantage de collaboration et d'intégration et qu'il est donc nécessaire de réfléchir à la nouvelle géographie économique pour moins dépendre de produits importés et veiller à créer des chaînes de valeur régionales. Il faudra pour cela avoir des politiques industrielles, créer des secteurs stratégiques différents afin d'éviter de cibler uniquement les économies primaires de la région et pour accorder une valeur ajoutée à ce qui est produit à travers l'innovation technologique. Mme Bárcena a ajouté qu'un marché régional intégré comprenant 650 millions d'habitants serait très fort et permettrait d'atteindre l'échelle requise et la résilience nécessaire pour éviter les chocs à venir. Pour finir, elle a souligné l'importance de créer des garanties pour le peuple avec un nouveau régime de protection sociale universelle à travers une gouvernance inclusive et durable conforme à l'Agenda 2030.

### [Observatoire COVID-19 Amérique latine et Caraïbes : mesures par pays](#)

L'observatoire COVID-19 créé par la CEPAL met à dispositions des mesures nationales adoptées par les 33 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour faire face à la COVID-19. Elles sont classées en sept types de mesures : déplacements au sein des pays et entre les pays, santé, économie, emploi, protection sociale, éducation et genre. L'observatoire présente également des outils d'information, des nouvelles et les activités relatives à la CEPAL.



# Dialogue de haut niveau entre les présidents et vice-présidents des parlements d'Amérique

Ce dialogue de haut niveau a été modéré par la sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), avec la participation des présidents et vice-présidents des législatures de 15 pays du continent. Les autorités ont exposé les mesures prises par leur institution en matière de reprise économique pour soutenir les travailleuses et travailleurs, les petites et moyennes entreprises, les ressources du secteur de la santé et des familles, et les populations vulnérables, entre autres.

## [Compendium de mesures législatives et exécutives des Amériques et des Caraïbes en réponse à la COVID-19](#)

Cette publication de ParlAmericas et de l'Assemblée nationale de l'Équateur présente les textes législatifs et les décrets gouvernementaux adoptés jusqu'à la fin avril dans l'hémisphère pour faire face à la pandémie de COVID-19. Ces mesures sont classées par thème abordé grâce à des mots clés.



Nous avons créé un réseau intégré de protection sociale mobilisant 7 % du PIB et qui vise à maintenir l'emploi, via une loi pour l'emploi afin de garantir que les travailleuses et les travailleurs ne perdront pas leurs revenus si leur contrat de travail est suspendu. Nous avons également pris des mesures pour garantir des revenus directs pour le peuple chilien, comme le revenu familial d'urgence pendant trois mois et le bon COVID, qui ont été approuvés grâce à réduction du délai de la procédure des projets de loi au sein de la chambre.



Député **Diego Paulsen** (Chili),  
président de la Chambre des députés

Représentant **Óscar Villamizar**  
(Colombie), premier vice-président de la  
Chambre des représentants



Une problématique comme celle que nous rencontrons requiert que la région applique des politiques communes et qu'elle nous permette à toutes et tous de nous rapprocher et de nous unir. Cette situation est une occasion de se soutenir mutuellement dans un monde nouveau qui émergera et où l'ampleur de la crise n'est pas encore déterminée.

Député **Álvaro González** (Argentine),  
premier vice-président de la Chambre  
des députés



Nous avons effectué une révision exhaustive des décrets émis par le gouvernement national afin de prendre des décisions face à cette situation. Nous avons constaté un manque de solidarité du système financier envers les entreprises dans notre pays, sachant que les grandes, moyennes et microentreprises sont les principales créatrices d'emploi. C'est pourquoi pour la Chambre des représentants, il est essentiel de réactiver l'économie de ce secteur et de stimuler l'emploi.



Député **Jorge Fonseca** (Costa Rica),  
vice-président de l'Assemblée  
législative

---



Nous avons promulgué 16 lois relatives à la COVID-19. Trois d'entre elles étaient essentielles face au besoin et à l'urgence de la nouvelle situation de chômage : la première a été un projet d'allégement fiscal prolongeant les impôts sur le revenu et la TVA pendant au moins trois mois; la deuxième est une loi qui autorise les employeurs à réduire la journée de travail au lieu de licencier leurs employés afin qu'ils conservent 50 % de leur salaire; et la troisième est une loi autorisant un retrait anticipé d'un fonds de capitalisation du travail dont tous les citoyens du Costa Rica disposent en vertu de la loi sur la protection des travailleurs.

Sur la base de sa loi relative à la santé publique, Cuba a élaboré une stratégie comportant plus de 500 mesures à partir d'un système de santé universel et gratuit, qui nous a permis de faire face à et d'atténuer la pandémie de COVID-19 et ses impacts. Les parlementaires de l'Assemblée nationale travaillent sur sa mise en œuvre et son contrôle. Des mesures économiques ont été mises en place en faveur des travailleurs et des entreprises, comme des garanties de salaires pour les personnes dont l'emploi est touché, des avantages fiscaux pour les entités économiques étatiques et privées, et le télétravail dûment rémunéré. Le plan de l'économie nationale pour l'année 2020 a été adapté et nous étudions une possible modification de la loi sur le budget de l'État pour cette année.



Député **José Luis Toledo** (Cuba), président de  
la Commission des affaires constitutionnelles  
et juridiques de l'Assemblée nationale du  
pouvoir populaire

---

Le parlement de l'Équateur est passé des réunions physiques aux réunions virtuelles, ce qui nous a permis d'adopter des accords commerciaux qui serviront à affronter les problèmes causés par l'urgence sanitaire suite à la crise. Nous avons également adopté des lois d'ordre fiscal, des lois humanitaires et sur l'alimentation scolaire, et nous avons poursuivi le travail du parlement qui ne consiste pas seulement à légiférer, mais aussi à contrôler. Environ cinq ministres ont comparu virtuellement, ce qui nous a permis d'exercer ce pouvoir de contrôle, un contrepoids nécessaire que tous les parlements doivent avoir, indépendamment de l'état d'urgence.



Membre de l'Assemblée nationale César **Solórzano** (Équateur), premier vice-président de l'Assemblée nationale

Député **Mario Ponce** (Le Salvador),  
président de l'Assemblée législative



En tant que parlement, nous avons aidé l'exécutif dans toutes les mesures visant à prendre en charge la situation présente. Actuellement, ce qui nous importe est de savoir comment parvenir à élaborer des accords au sein de l'exécutif et du législatif pour définir les étapes et la gestion des protocoles face aux personnes contaminées, et démarrer le processus d'ouverture économique.

Députée **Sofía Hernández**  
(Guatemala), première vice-présidente  
du Congrès de la République

---



Nous avons soutenu, de manière apaisante, plusieurs projets de loi concernant cette urgence, comme une loi d'urgence pour protéger les Guatémaltèques des effets de la pandémie, qui a été une mesure immédiate pour contrôler l'accaparement, le suivi des prix et la diffusion de l'information. De la même manière, nous avons adopté la loi sur le sauvetage économique des familles pour atténuer la crise économique, et deux prêts ont été accordés pour la défense publique pénale, le ministère public et d'autres institutions judiciaires. Nous avons également dû contrôler les différentes instances de l'exécutif, tant par le biais des commissions ordinaires du Congrès que via de nouvelles commissions créées par le président pour contrôler et accompagner les dépendances du gouvernement.

Pour nous, l'un des aspects difficiles est l'emploi et nous avons constamment aidé et géré toutes les institutions de prévision pour qu'elles puissent réagir à la situation. Dans le cas du régime des donations privées, le Congrès a approuvé des réformes juridiques pour pouvoir accorder des donations à tous les travailleurs, mais cela ne suffit pas à couvrir la demande nationale de tous les hommes et toutes les femmes qui ont perdu leur travail. Le Congrès poursuit son travail sur ce sujet et, de plus, nous soutenons tous les projets du gouvernement en la matière.



Député **Felícito Ávila** (Honduras),  
cinquième vice-président du  
Congrès national

---

Le Congrès mexicain fait sa part. Notre contribution la plus importante dans cette période a peut-être été la modification de notre constitution pour garantir dans un article les programmes sociaux aidant les personnes âgées, les personnes ayant un handicap, les bourses pour les étudiants de tous niveaux, et la prestation de services de santé. Le Sénat mexicain, en particulier, analyse actuellement les questions et réformes administratives pour démarrer le traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada au premier juillet. Aussi, nous avons décidé d'ouvrir les canaux de transparence et de dialogue avec le public, et nous croyons en l'universalité de l'accès de base à une protection sociale. Nous devons pousser dans ce sens.



Sénatrice **Mónica Fernández**  
(Mexique), présidente du Sénat de  
la République

---

Députée **Maritza Espinales**  
(Nicaragua), vice-présidente de  
l'Assemblée nationale

---



Le parlement a maintenu l'activité professionnelle, l'activité socioéconomique intégrée, le cadre juridique, en particulier la loi générale sur la santé et la loi générale sur les catastrophes, qui nous a permis de d'avoir une stratégie unique puisque nous n'avons pas déclaré de confinement ni aucune mesure drastique. Nous avons adopté des mesures progressivement en suivant l'évolution de la pandémie. Nous avons approuvé un budget général de la République qui donne la priorité, depuis 2007, à l'investissement dans la santé et l'éducation. Nous avons ainsi 19 hôpitaux habilités, dont trois pour recevoir spécialement les patients atteints de la COVID-19. Le modèle de santé familiale et communautaire nous a permis de traiter tous les cas dans tout le territoire national.

Député **Marcos Castellero** (Panama),  
président de l'Assemblée nationale

---



Parmi les réponses, nous avons la reprise économique durable et équitable conforme aux Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, comme des lois pour l'éducation, la santé, la microéconomie, les petites et moyennes entreprises, l'économie informelle et la réactivation économique. Nous avons également les lois sur le télétravail adoptées durant le confinement pour maintenir les emplois, les associations publiques-privées, le système pharmaceutique national, des programmes pour l'éducation et la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, ainsi que la création du système national unique d'urgence 911.

Actuellement, le Congrès du Paraguay continue de travailler avec un système mixte, avec certains membres de la Chambre des députés travaillant à domicile et d'autres dans la Chambre, afin de continuer nos fonctions dans la situation défavorable à laquelle nous sommes confrontés et d'aborder les programmes et Initiatives nécessitant une couverture légale. Par le biais de la loi d'urgence, par exemple, nous avons cherché à renforcer le système de santé et à étendre sa capacité et sa capacité de suivi, et nous avons également déployé des efforts en faveur de la relance économique pour financer les activités des micro, petites et moyennes entreprises, et financièrement soutenir les familles paraguayennes et sauvegarder l'emploi.



Membre de la Chambre des députés **Julio Enrique Mineur** (Paraguay), Premier vice-président élu de la Chambre des députés

---

Le pouvoir législatif a dû chercher une manière de permettre au peuple de subvenir à ses besoins, au-delà des bons économiques de solidarité, universels et pour les familles concédés par le gouvernement. Pour cela, nous avons décidé de légiférer sur l'épargne sur les revenus des citoyens réalisée via les sociétés d'administration des fonds de pension. Nous avons ainsi pu octroyer un poste budgétaire important d'une unité d'imposition fiscale, environ 1 200 dollars US, permettant de stabiliser l'économie des travailleuses et des travailleurs. De la même manière, nous exigeons au gouvernement que la réactivation économique aille de pair avec la capacité à remédier à des défaillances dans les infrastructures et dans le service à la population.



Membre du congrès **Manuel Merino de Lama** (Pérou), président du Congrès de la République

Député **Juan Guaidó** (Venezuela), président de l'Assemblée nationale



La démocratie est toujours en jeu et pour affronter cette situation, nous avons besoin d'institutions fortes et d'une démocratie au service du peuple. Les parlements ont un rôle fondamental à jouer ici, dans le dialogue pour canaliser cette demande sociale et ce besoin de solutions et de coordination avec les autres pouvoirs pour servir la population. Le secteur vulnérable en première ligne de défense contre le virus est le secteur de la santé : aujourd'hui, une infirmière gagne 4 dollars par mois au Venezuela. Nous avons donc octroyé un bon sanitaire pour cette ligne de défense.

# Conclusions

Pour conclure cette réunion, la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas**, présidente de ParlAmericas, a remercié les présidentes, présidents, et vice-présidentes et vice-présidents des parlements invités pour leur participation. Elle a aussi souligné l'importance de l'union entre les pays pour renforcer les mesures adoptées face à la conjoncture actuelle complexe, en tenant compte des changements nécessaires et de l'opportunité d'appliquer de nouveaux mécanismes et de nouvelles lois favorisant l'emploi et des systèmes plus respectueux de l'environnement, et ciblant particulièrement les groupes les plus vulnérables.

## Considérations clés pour le travail parlementaire en matière de reprise économique dans la région

**Favoriser un accès à l'information plus important et de meilleure qualité**, rapide et fiable, permettant au peuple de participer aux décisions qui le concerne

**Continuer à promouvoir des mesures de contrôle politique pour garantir la transparence** dans l'exécution de mesures gouvernementales, ce qui contribuera à informer la société civile sur ces mesures et renforcera la confiance de la population envers les réponses publiques

**Créer des canaux institutionnels de dialogue et d'influence de la société civile**, nécessaire pour orienter le processus après la crise

**Construire des accords politiques redéfinissant le modèle économique actuel**, et convoquer un grand pacte social pour un régime de protection sociale plus inclusif

**Réformer les systèmes de sécurité sociale et les politiques sur l'économie du soin** afin d'améliorer la protection sociale et favoriser les systèmes de santé et éducatifs pour atteindre une couverture universelle et de qualité des biens et des services publics

**Débattre et effectuer des modifications au niveau fiscal** pour créer des systèmes d'imposition plus progressive et avec une plus grande collecte d'impôts sur le revenu

## Parlements présents



Argentine



Costa Rica



Guatemala



Panama



Canada



Cuba



Honduras



Paraguay



Chili



Équateur



Mexique



Pérou



Colombie



Salvador



Nicaragua



Venezuela

# Canada

Cette réunion a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

### Podcasts de ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos réunions.





# PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

[www.parlAmericas.org](http://www.parlAmericas.org) | [info@parlAmericas.org](mailto:info@parlAmericas.org)

